

ALI FAWZI REBAÏNE À AKBOU :

«Je n'ai pas de problème avec Bouteflika, je l'ai avec ce système»

«Le pays est plus que jamais dans l'impasse et l'urgence nécessite le sacrifice de toutes les forces républicaines car, il n'est plus question d'attendre devant l'ampleur d'une catastrophe qui nous guette. D'ici six mois, le simple citoyen ne trouvera pas un sachet de lait dans son épicerie. Le FMI nous a bien avertis, réveillons-nous à cet appel et à cette réalité», a déclaré le président de AHD 54, Ali Fawzi Rebaïne, hier à Akbou à l'occasion d'un meeting organisé par la coordination locale des enfants de choudhada.

Les vieilles pratiques sont, à ce jour, d'actualité, martèle-t-il dans un langage franc et direct.

«Notre pays persiste dans les pratiques du parti unique, quoi qu'on lui change d'habit ou d'avis, il demeure sourd et incorrigible. Je vous le dis ici, je n'ai pas de problème avec Bouteflika, je l'ai avec le système qui s'entête à nous faire avaler l'impensable».

Plus explicite à l'endroit d'une importante assistance venue dans la salle des congrès de la mairie d'Akbou pour l'écouter, le responsable de AHD 54 n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour fustiger le pouvoir en place qui demeure dans «sa logique occulte vis-à-vis de son peuple qui croit en ses promesses».

L'Algérie, enchaînera Ali Fawzi Rebaïne, «croyez-moi elle se retrouve dans une situation très inquiétante, tous les feux sont au rouge et notamment depuis la baisse des cours du pétrole. On vit des situations précaires depuis plus de 50 ans et ce n'est plus une solution aujourd'hui de venir nous doper avec de fausses images sur les écrans de la télévision. Les gros médias dont ils disposent pour vanter les mérites d'une sortie de crise restent aux yeux du peuple une panoplie de trahison et de mépris».

Les règles du jeu sont claires pour la sauvegarde du pays, selon le responsable du parti AHD 54, qui a étayé une multitude de paramètres indispensables pour la sur-



Fawzi Rebaïne fustige le pouvoir.

vie de la nation en passant d'abord par l'alternance au pouvoir, l'auto-suffisance agro-alimentaire et ensuite par le développement industriel et autres.

Abordant le volet politique actuel, l'intervenant a ajouté : «On n'est pas dans un pays de droit, comment voulez-vous qu'un parti comme le FLN s'inquiète de la crise actuelle, sur les valeurs ou sur l'avenir du citoyen, c'est simple, c'est une course aux portefeuilles. L'Algérien n'est pas dupe, il a bien

compris que rien n'échappe aux adhérents de ce parti unique et comme c'est le cas aussi de leurs alliés du TAJ et du MPA qui ont tout simplement trahi leurs partisans. Il n'y a pas que Bouteflika qui doit partir, mais c'est tout ce système dictateur de par ses idéologies.»

En ce qui concerne son refus d'adhérer aux démarches à la fois du CNLTD et du FFS, l'intervenant s'est dit d'abord, qu'il «n'est plus question de cautionner les idées des ennemis d'hier, qui nous ont

tant muselés et intimidés. Tous les partisans de cette démarche étaient, soit Premiers ministres, soit alliés du pouvoir en place. Aujourd'hui qu'ils ne sont plus dans la sphère, ils viennent nous faire la leçon de l'engagement démocratique, je ne mangerai pas de ce pain», avait lancé Ali Fawzi Rebaïne, avant de reprocher le rôle d'intermédiaire que joue le FFS dans sa logique consensuelle actuelle. «Tout le monde sait que le FFS est en train de jouer ce scénario, donc je ne prendrai pas part à sa démarche».

Toujours au registre des dénonciations, Ali Fawzi Rebaïne a souligné la politique de deux poids deux mesures, «sinon comment expliquer que cette glorieuse région de Kabylie chère à la révolution et aux idées de la plate-forme de la Soummam, soit méprisée dans ses droits les plus élémentaires. Le pouvoir actuel, d'une part, ne cesse d'exproprier des ayant droits de leurs terres et en parallèle, il offre 14 hectares de terrains au fils du général Nezzar qui n'a jamais travaillé de sa vie ? Comment faire avaler cette réalité au peuple ?»

Kamel Gaci

CONFÉRENCE PORTANT RECONSTRUCTION DU CONSENSUS NATIONAL

Abdelaziz Belaïd dit oui au FFS

Après celui du Front du changement, le FFS arrache un second accord de participation sans aucun préalable ni condition à sa conférence portant reconstruction du consensus national.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Il s'agit de l'accord du Front El Moustaqbal dont la direction a décidé de prendre part à ce conclave auquel tient le vieux front de l'opposition.

Son premier responsable l'a solennellement signifié hier à une délégation du FFS conduite par son premier secrétaire. «Une participation sans condition ni arrière-pensée dans notre souci de contribuer à la construction d'un consensus national qui consacrera de nouvelles mœurs politiques», a estimé Abdelaziz Belaïd

Se félicitant de cet accord de participation, le premier secrétaire national du FFS a réitéré la détermination de son parti à concrétiser cette confé-



Belaïd veut contribuer à la construction d'un consensus national.

rence à l'effet de «relever ensemble les nombreux défis» auxquels le pays fait face.

Refusant tout préalable à la participation à ce rendez-vous, il estimera qu'il s'agira lors de cette rencontre, de «noircir ensemble cette feuille blanche autour de l'engagement de la construction d'un Etat de droit». Pour Nebbou, cette conférence nationale «n'est dirigée contre aucune person-

ne, aucun parti ni contre une quelconque institution».

Un aveu qui vaut satisfaction du préalable émis par plus d'un parti du pouvoir ou ses périphériques qui conditionnent leur participation à cette rencontre par leur souci de ne pas toucher à la légitimité des institutions élues, surtout la présidence de la République.

M. K.

IN SALAH

La protestation se poursuit

Environ 1 000 personnes ont marché, hier, à In Salah, avant de tenir un rassemblement devant le siège de la daïra, selon des sources locales. Le campement anti-gaz de schiste près du forage expérimental de Tidikelt y est toujours.

Les manifestations contre l'exploration du gaz non-conventionnel se poursuivent à In Salah. La population a marché hier, pour le 45^e jour consécutif.

Ils étaient environ 1 000 citoyens à battre le pavé du centre-ville avant de tenir un

rassemblement devant le siège de la daïra.

Hommes, femmes et enfants ont marché ensemble selon des sources locales. Des banderoles hostiles à l'exploration du gaz de schiste ont été portées par les protestataires.

Des slogans dénonçant «l'empoisonnement de toute une région», ont été également scandés. «Le recours à la fracturation hydraulique inquiète toujours la population locale. Elle est plus que jamais méfiante», indiquent nos sources.

Par ailleurs, les jeunes d'In Salah occupent toujours les pistes menant au forage expérimental de Tidikelt, à 25 km du centre-ville. Il s'agit carrément d'un campement où ils ont installé des tentes

pour contrôler les approvisionnements destinés au site en question. «Les manifestants laissent passer le carburant et les vivres, mais toute matière suspectée de servir à la fracturation hydraulique est systématiquement refoulée», affirment toujours les mêmes sources.

Enfin, il est à signaler que d'importants renforts sécuritaires sont installés non loin du campement anti-gaz de schiste.

Mehdi Mehenni

LES FICHIERS DE L'ENQUÊTE DU SCANDALE SUISSELEAKS SERAIENT «MANIPULÉS»

Le pavé dans la mare d'un ancien magistrat français

Quelques jours à peine après l'éclatement du scandale d'évasion fiscale, impliquant la filiale suisse du groupe bancaire britannique HSBC, un ancien magistrat à Nice (France) a jeté un pavé dans la mare en affirmant que les fichiers concernés par l'enquête coordonnée par le journal français Le Monde et The International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) «ont été manipulés».

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Contacté par le magazine français *Le Point*, Eric de Montgolfier, aujourd'hui retraité, a jeté quelques brins de suspicion quant à la liste des personnes divulguées. Une liste non «exhaustive», semble-t-il vouloir dire. «Pourquoi ce tri ? Bien des questions appellent encore des réponses», a fait savoir cet ancien procureur. Ce dernier s'est étonné, selon *Le Point*, de la divulgation de certains noms, «mais pas de tous».

Pourquoi ? L'enquête, coordonnée par le journal français *Le Monde* et l'ICIJ, basée sur les fichiers de la banque HSBC suisse, dont le siège est à Genève et volés en 2007 par l'ancien informaticien franco-italien, Hervé Falciani, «ne donne aucun nom d'hommes politiques français». «C'est d'autant plus surprenant que les listes d'HSBC Genève datent de 2006-2007. Or, en 2005, la multinationale avait absorbé le Crédit commercial de France (CCF), une banque qui avait la réputation de draguer les politiciens, notamment dans le sud de la France (le CCF avait précédemment absorbé la Caisse de crédit de Nice)», ajoute la même source.

Cité par *Le Point*, un ancien patron d'une banque genevoise emboîte le pas à cet ancien procureur. «Je partageais de nombreux clients français avec HSBC», qui avait repris en 1999 la Republic National Bank of New York d'Edmond Safra. Tout le monde sait à Genève que cette banque comptait 15 à 20% de Français. Or, sur plus de 100 000 noms, SwissLeaks évoque moins de 3 000 noms. C'est pour le moins surprenant. Aurait-on soustrait certains clients ? Quid de l'Algérie ? Même si, à présent, aucun nom n'a été rendu public, officiellement, des Algériens figurent parmi les clients de cette banque.

En effet, plus de 400 clients algériens ou liés à l'Algérie possèdent des comptes dans la filiale suisse de la banque britannique HSBC. Leurs avoirs dépassent les 670 millions de dollars, plaçant ainsi l'Algérie au 55^e rang des pays concernés par ce scandale.

Parmi les personnalités du monde politique citées dans cette affaire, figurent le roi du Maroc, Mohammed VI avec 9,1 millions de dollars entre 2006 et 2007, Abdullah II, roi de la Jordanie (41 millions de dollars), ou encore, le prince saoudien Bindar bin Sultan.

S. B.